



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Programme
Alimentaire
Mondial

ISSN 2707-2495



RAPPORT SPÉCIAL - EXTRAITS

MISSION CONJOINTE FAO/PAM
D'ÉVALUATION DES RÉCOLTES ET DE LA
SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN RÉPUBLIQUE
SOCIALISTE DÉMOCRATIQUE DE SRI LANKA

Septembre 2022

RAPPORT SPÉCIAL

EXTRAITS

**MISSION CONJOINTE FAO/PAM
D'ÉVALUATION DES RÉCOLTES ET DE LA
SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN
RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DÉMOCRATIQUE DE
SRI LANKA**

Septembre 2022

Citer comme suit:

FAO et WFP. 2022. *Rapport spécial - Mission conjointe FAO/PAM d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire (CFSAM) en République Socialiste Démocratique de Sri Lanka. Septembre 2022 - Extraits.* Rome.

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Le fait qu'une société ou qu'un produit manufacturé, breveté ou non, soit mentionné ne signifie pas que la FAO approuve ou recommande ladite société ou ledit produit de préférence à d'autres sociétés ou produits analogues qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

ISSN 2707-2495 [Imprimé]

ISSN 2707-2509 [En ligne]

© FAO, 2022



Certains droits réservés. Cette œuvre est mise à la disposition du public selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution-Pas d'Utilisation Commerciale-Partage dans les Mêmes Conditions 3.0 Organisations Intergouvernementales (<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/igo/legalcode.fr>).

Selon les termes de cette licence, cette œuvre peut être copiée, diffusée et adaptée à des fins non commerciales, sous réserve que la source soit mentionnée. Lorsque l'œuvre est utilisée, rien ne doit laisser entendre que la FAO cautionne tels ou tels organisation, produit ou service. L'utilisation du logo de la FAO n'est pas autorisée. Si l'œuvre est adaptée, le produit de cette adaptation doit être diffusé sous la même licence Creative Commons ou sous une licence équivalente. Si l'œuvre est traduite, la traduction doit obligatoirement être accompagnée de la mention de la source ainsi que de la clause de non-responsabilité suivante: «La traduction n'a pas été réalisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). La FAO n'est pas responsable du contenu ni de l'exactitude de la traduction. L'édition originale [langue] est celle qui fait foi.»

Tout litige relatif à la présente licence ne pouvant être résolu à l'amiable sera réglé par voie de médiation et d'arbitrage tel que décrit à l'Article 8 de la licence, sauf indication contraire contenue dans le présent document. Les règles de médiation applicables seront celles de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (<http://www.wipo.int/amc/fr/mediation/rules>) et tout arbitrage sera mené conformément au Règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI).

Matériel attribué à des tiers. Il incombe aux utilisateurs souhaitant réutiliser des informations ou autres éléments contenus dans cette œuvre qui y sont attribués à un tiers, tels que des tableaux, des figures ou des images, de déterminer si une autorisation est requise pour leur réutilisation et d'obtenir le cas échéant la permission de l'ayant-droit. Toute action qui serait engagée à la suite d'une utilisation non autorisée d'un élément de l'œuvre sur lequel une tierce partie détient des droits ne pourrait l'être qu'à l'encontre de l'utilisateur.

Ventes, droits et licences. Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (<http://www.fao.org/publications/fr/>) et peuvent être obtenus sur demande adressée par courriel à: publications-sales@fao.org. Les demandes visant un usage commercial doivent être soumises à: <http://www.fao.org/contact-us/fr/>. Les questions relatives aux droits et aux licences doivent être adressées à: copyright@fao.org.

FAITS SAILLANTS



- La profonde crise macro-économique que traverse le Sri Lanka a provoqué de graves pénuries et fait flamber les prix de produits essentiels, notamment des denrées alimentaires, des intrants agricoles, du carburant et des médicaments, ce qui a porté un coup brutal à l'activité économique et a fortement perturbé la production agricole.
- L'insécurité alimentaire aiguë a augmenté de façon spectaculaire en raison d'importations insuffisantes, de la flambée des prix, des perturbations des moyens de subsistance, de la réduction du pouvoir d'achat des ménages et de l'épuisement des stratégies d'adaptation les moins dommageables.
- La production de paddy, principale denrée de base, devrait s'établir à 3 millions de tonnes en 2022, soit un recul de 42 pour cent par rapport à 2021 et le niveau le plus bas depuis 2017 où la production avait souffert de la sécheresse, en raison des faibles rendements consécutifs à la réduction de l'application d'engrais.
- La production de maïs, principalement utilisée pour l'alimentation animale, est inférieure d'environ 40 pour cent à la moyenne quinquennale, ce qui a nui à la production de volaille et de bétail.
- Les besoins totaux d'importation de céréales en 2022 sont estimés à 2,2 millions de tonnes. Au cours des six premiers mois de 2022, environ 932 000 tonnes de céréales ont été importées, ce qui signifie qu'il reste à combler un besoin de 1,27 millions de tonnes. Étant donné les difficultés macroéconomiques persistantes, ce besoin risque fort de pas être entièrement satisfait.
- Les productions de légumes, de fruits et de cultures destinées à l'exportation, comme le thé,

le caoutchouc, la noix de coco et les épices, sont nettement inférieures aux niveaux moyens, ce qui se traduit par une forte baisse des revenus des ménages et des recettes d'exportation.

- Les prix de la plupart des produits alimentaires n'ont cessé d'augmenter depuis le dernier trimestre de 2021 et ont atteint des niveaux record ou quasi-record en juillet 2022; le taux d'inflation des denrées alimentaires a atteint 90 pour cent en glissement annuel.
- Selon les estimations, plus de 6,2 millions de personnes (28 pour cent de la population) seraient confrontées à une insécurité alimentaire aiguë modérée et 66 000 personnes seraient en situation d'insécurité alimentaire aiguë grave.
- Les taux les plus élevés d'insécurité alimentaire aiguë ont été observés dans le secteur des plantations (production de thé) et parmi les ménages dirigés par des femmes, les ménages sans éducation, la population indienne tamoule et les bénéficiaires du programme Samurdhi.
- Les ménages ont eu largement recours à des stratégies d'adaptation en lien avec la nourriture

et les moyens de subsistance, notamment la réduction du nombre de repas consommés au cours d'une journée, la réduction de la taille des repas, la dépense de l'épargne et l'achat de nourriture à crédit. À mesure que les ménages épuisent ces stratégies, un plus grand nombre d'entre eux sont susceptibles de recourir à des moyens plus préjudiciables pour faire face aux conséquences négatives sur la sécurité alimentaire à moyen terme.

- La situation devrait encore se détériorer pendant la saison de soudure, entre octobre 2022 et février 2023. Il est urgent de mettre en place des programmes d'aide alimentaire et de préservation des moyens

de subsistance au profit des populations confrontées à une insécurité alimentaire aigüe de niveau modéré à grave, y compris en s'appuyant sur les mécanismes d'aide sociale existants, afin d'améliorer le pouvoir d'achat des ménages et de leur permettre d'accéder à des aliments nutritifs.

- Pour éviter que la situation en matière de sécurité alimentaire ne continue à se dégrader et faciliter le rétablissement de la production agricole, aider les petits producteurs à préserver leurs moyens de subsistance doit rester une priorité. Améliorer les capacités de production des agriculteurs aura pour effet à terme de stimuler la résilience du secteur agricole.

APERÇU GÉNÉRAL

À la demande du gouvernement, une mission conjointe FAO/PAM d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire (CFSAM) a eu lieu en juin et juillet 2022 pour apprécier la production agricole du pays en 2022, en particulier des principales céréales de base, et évaluer la situation des ménages en matière de sécurité alimentaire. Cette demande a été motivée par des prévisions de forte contraction de la production en 2022, en raison des effets de la grave crise macroéconomique que traverse le pays, qui a également fait grimper les prix des denrées alimentaires à des niveaux record ou quasi-record, et entraîné une forte détérioration de la sécurité alimentaire des ménages.

La mission a analysé les données officielles concernant la production des céréales de la campagne principale «Maha» de 2021/22, récoltées en mars 2022, établi des prévisions concernant la production des cultures «Yala» de 2022, qui seront récoltées en septembre 2022, et estimé les besoins d'importation de céréales pour la campagne de commercialisation 2022 (janvier/décembre). La mission a évalué les conditions du marché ainsi que la sécurité alimentaire et la situation nutritionnelle des ménages. Sur la base des facteurs qui ont limité la disponibilité et l'accès à la nourriture, le rapport formule des recommandations concernant des mesures urgentes en matière d'aide alimentaire et de soutien aux moyens de subsistance afin d'éviter une nouvelle détérioration de la sécurité alimentaire dans le pays. Pour estimer le nombre, l'emplacement et les caractéristiques des ménages en situation d'insécurité alimentaire aigüe, une évaluation en face à face de la sécurité alimentaire des ménages a été effectuée auprès de 2 970 ménages entre le 31 mai et le 17 juin 2022, ce qui a permis de générer des résultats représentatifs pour chacune des neuf provinces du Sri Lanka, ainsi que pour les populations urbaines, rurales et des plantations.¹



Outre le personnel de la FAO et du PAM, la mission comprenait du personnel technique du Ministère de l'agriculture (MA) et deux observateurs du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). La mission, divisée en deux équipes, s'est rendue dans les 25 districts comme suit (figure 1):

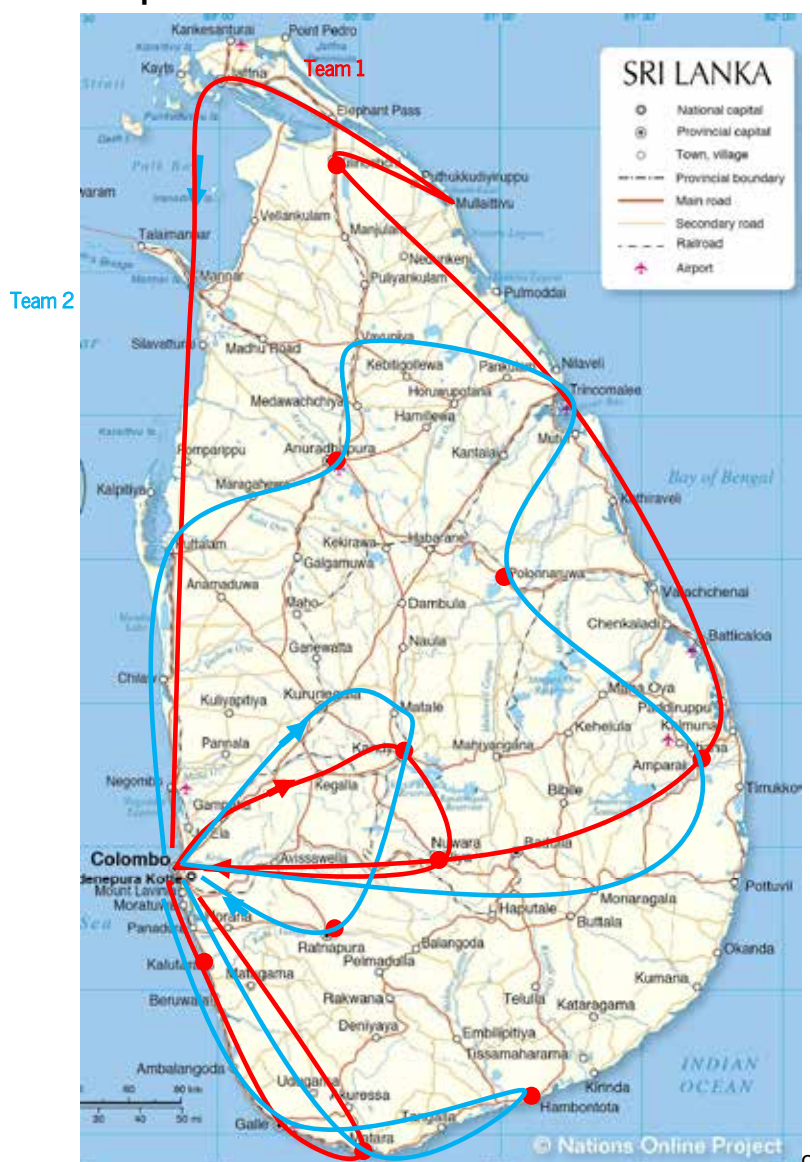
Équipe 1: Colombo, Gampaha, Kegalle, Kandy, Nuwara Eliya, Badulla, Ampara, Batticaloa, Kilinochchi, Mullaitivu, Jaffna, Mannar, Kaltara et Galle.

Équipe 2: Kurunegala, Matale, Ratnapura, Monaragala, Polonnaruwa, Trincomalee, Vavuniya, Anuradhapura, Puttalam, Matara et Hambantota.

Avant de partir pour les visites de terrain, la mission s'est entretenue avec des représentants de plusieurs institutions nationales au sujet des performances du secteur agricole national en 2022, y compris la campagne agricole «Yala» en cours, de la situation en matière de sécurité alimentaire ainsi que du contexte macroéconomique général du pays. La mission a obtenu des données au niveau national et des districts sur la production agricole, les prix des denrées alimentaires,

¹ La taille de l'échantillon a été établie pour permettre des estimations à l'échelle provinciale avec une précision de 7 pour cent et des intervalles de confiance égaux à: estimation $\pm 1,96 * ET$ (erreur-type).

Figure 1: Sri Lanka – Itinéraire et districts visités par les équipes de la CFSAM pendant la mission sur le terrain



Déni de responsabilité: Les frontières et noms présentés et les désignations employées dans cette carte ne signifient pas que le FAO exprime une opinion quelconque quant au statut juridique de tel ou tel pays ou territoire, de telle ou telle région, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Source: Google Maps. 2022. Sri Lanka. In: Google Maps. [Cité en août 2022], conforme aux normes des Nations Unies. 2022. [Carte du monde](#) [en ligne].

la disponibilité et les besoins en intrants agricoles, et le commerce des denrées alimentaires. La mission s'est également entretenue avec des représentants du Bureau du Premier Ministre, du MA, du Département du recensement et des statistiques, de la Banque centrale du Sri Lanka, du Département de la planification nationale, du Ministère des pêches, du Ministère des finances et de l'Autorité Mahaweli du Sri Lanka.

Au cours des visites sur le terrain, la mission a pu observer les cultures de paddy sur pied de la campagne «Yala» de 2022 au stade de la

reproduction. La mission a organisé des entretiens structurés avec les pouvoirs publics au niveau des districts, des agriculteurs, des communautés de pêcheurs et des propriétaires d'animaux d'élevage. La Mission s'est également rendue sur des marchés alimentaires de détail et de gros ainsi que dans des points de vente sous contrôle gouvernemental, appelés «Sathosa», et a réalisé des entretiens avec des minotiers de riz, des négociants de riz et des commerçants. La mission a recoupé les observations sur le terrain avec les données officielles fournies par les organismes gouvernementaux.

Des images satellite (VCI et estimation des précipitations) ont été utilisées pour valider rétrospectivement les informations officielles sur la production des principales cultures de la campagne «Maha» de 2022 qui avaient été récoltées avant l'arrivée de la mission dans le pays.

À leur retour du terrain, les membres de la Mission ont organisé des réunions techniques avec des fonctionnaires du MA, du Commissariat à l'alimentation, de l'Institut de recherche médicale, du Ministère du commerce et du Fonds monétaire international (FMI), en vue d'approfondir les connaissances sur des questions spécifiques et de demander des renseignements supplémentaires. Avant de quitter le pays, la mission a informé des fonctionnaires du MA et du Département de la planification nationale de ses principales conclusions. Une réunion d'information similaire a été organisée avec des représentants des organismes des Nations Unies (ONU), des organisations non gouvernementales (ONG) résidentes, des donateurs et de la communauté diplomatique.

Depuis 2020, le pays est confronté à une profonde crise économique causée par la réduction des recettes publiques, à la suite d'une baisse des impôts en 2019, et exacerbée par les effets de la pandémie de covid-19, qui a pratiquement mis à l'arrêt le secteur du tourisme, principale source de devises étrangères du pays, et provoqué une réduction des transferts de fonds des travailleurs expatriés. En conséquence, les niveaux de dette sont devenus insoutenables, ce qui a conduit le pays à se déclarer en défaut de paiement de sa dette souveraine en mai 2022. La forte dépréciation de la roupie sri lankaise (LKR) et la diminution des réserves de devises étrangères ont réduit les capacités d'importation du pays. Cela a provoqué d'importantes pénuries et des flambées des prix des produits essentiels, notamment des carburants, des médicaments, des denrées alimentaires et des intrants agricoles, ce qui a porté un coup brutal à l'activité économique et fortement perturbé la production agricole.

Selon les estimations de la mission, la production totale de paddy de 2022, y compris des prévisions pour les cultures «Yala» de 2022 à récolter en septembre, s'élèverait à 3 millions de tonnes, le niveau le plus bas depuis 2017 où la production avait souffert d'une grave sécheresse. La réduction de la production est principalement due aux faibles niveaux des rendements consécutifs à une moindre application de produits

agrochimiques, y compris des engrais chimiques et des pesticides, suite à une interdiction d'importation mise en place entre mai et novembre 2021 en vue de transformer le secteur agricole du pays et de pratiquer une agriculture exclusivement biologique. Bien que l'interdiction ait été levée fin novembre 2021, après des mois de protestation des agriculteurs, la capacité d'importation du pays à cette époque était limitée en raison de la faiblesse des réserves de devises étrangères et de la forte dépréciation de la roupie sri lankaise, ce qui a entraîné une grave pénurie généralisée et fait grimper les prix des produits agrochimiques. Des conditions climatiques défavorables par endroit ont contribué aux déficits de production.

La production de maïs, principalement cultivée pendant la campagne «Maha», est estimée à 187 000 tonnes en 2022, soit environ 40 pour cent de moins que la moyenne quinquennale, en raison des faibles niveaux des emblavures et des rendements. De même, les productions d'autres cultures vivrières, y compris les légumes et les fruits annuels, ainsi que les cultures d'exportation, telles que le thé, le caoutchouc et la noix de coco, ont été gravement compromises par l'application restreinte d'engrais chimiques et de pesticides.

Les besoins totaux d'importation de céréales en 2022 sont estimés à 2,2 millions de tonnes. Au cours des six premiers mois de 2022, 932 000 tonnes de céréales ont déjà été importées (472 000 tonnes² de riz, 425 000 tonnes de blé et 35 000 tonnes de maïs); il reste donc à combler un besoin de 1,27 million de tonnes de céréales pour 2022. Compte tenu des défis macroéconomiques persistants, en particulier le très faible niveau de réserves de change, ce besoin risque fort de ne pas être satisfait totalement.

Le secteur de l'élevage a été gravement touché en 2022, en particulier la production de viande de poulet et d'œufs, les principales sources de protéines dans l'alimentation locale. Les pénuries et les coûts élevés des intrants, y compris des aliments pour animaux, de l'électricité et des carburants, ont contraint de nombreuses unités de production de volaille et d'œufs à fermer. Des facteurs similaires ont nui à la production de viande de bœuf et de mouton ainsi que de lait de vache et de bufflone en 2022, les pénuries de carburant et les coupures d'électricité ayant aggravé la situation. Les services de vulgarisation de l'élevage ont été interrompus, aboutissant à une réduction des

² Comprend 45 000 tonnes de riz sous forme d'aide alimentaire.

vaccinations, des traitements et des inséminations artificielles et à une détérioration de l'état de santé des animaux. Les difficultés de transport des animaux et de collecte du lait, et les coupures de courant ont entraîné une augmentation des pertes de produits et une baisse des revenus pour les agriculteurs.

En ce qui concerne la pêche, les pénuries de carburant et de gaz de cuisson, ainsi que l'augmentation des coûts de la main-d'œuvre, des intrants et des équipements ont réduit la capacité des communautés de pêcheurs à atteindre les eaux profondes, à assurer des volumes de captures rentables et à éviter des pertes et des déchets importants tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Les pêches en eaux intérieures ont enregistré des baisses mineures de production, compte tenu de la disponibilité adéquate d'alevins de poissons et de crevettes à relâcher dans l'ample réseau national de plans d'eau.

Les prix intérieurs du riz, principale denrée de base du pays, n'ont cessé d'augmenter depuis le dernier trimestre de 2021 et ont atteint des niveaux sans précédent en juillet 2022. Les hausses des prix sont liées aux pressions inflationnistes et à la situation précaire des disponibilités sur le marché, en raison de la forte contraction de la production lors de la campagne principale «Maha» de 2022. Les prix de la farine de blé, totalement importée, ont plus que triplé par rapport à l'an dernier et ont atteint des niveaux record en juillet 2022, sous l'effet de la dépréciation de la monnaie nationale et des tendances à la hausse sur les marchés internationaux. De même, les prix d'un large éventail de denrées de base importées, y compris le sucre, le lait en poudre et les oignons, ainsi que de denrées produites localement, comme le poulet, les œufs et l'huile de coco, ont généralement augmenté depuis octobre 2021 et ont atteint, dans de nombreux cas, des niveaux record en juillet 2022. Les prix de la viande de poulet étaient 90 pour cent plus élevés en juillet 2022 qu'un an auparavant, alors que ceux du lait en poudre (Lactogen-1) ont augmenté de plus de 200 pour cent par rapport au même mois un an plus tôt.

Compte tenu de l'augmentation des prix des denrées alimentaires, de la réduction des possibilités de revenus, des mauvaises récoltes et des perturbations de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, la sécurité alimentaire

et nutritionnelle des ménages s'est détériorée au cours des six premiers mois de 2022. Selon les estimations, plus de 6,2 millions de personnes (28 pour cent de la population) seraient en situation d'insécurité alimentaire aiguë modérée³ et 66 000 personnes seraient en situation d'insécurité alimentaire aiguë grave et auraient besoin d'une aide alimentaire immédiate. Les régimes alimentaires des ménages les plus vulnérables manquaient particulièrement d'aliments riches en protéines et en fer, et leur diversité était généralement faible. La sécurité alimentaire de ces 6,3 millions de personnes pourrait continuer de se détériorer en raison de la pénurie de biens importés, de l'augmentation des prix, des perturbations des moyens de subsistance et de la réduction de la production agricole.

Les ménages ont eu recours à diverses stratégies d'adaptation pour faire face aux problèmes de disponibilité et d'accès à la nourriture; un ménage sur quatre a réduit le nombre de repas quotidiens et près de la moitié d'entre eux ont restreint la taille des portions. Environ un ménage sur quatre a également adopté des stratégies de subsistance de crise ou d'urgence, comme la vente d'actifs productifs, la réduction des dépenses de santé essentielles et le retrait des enfants de l'école.

Dans ces conditions, la situation de la sécurité alimentaire pourrait encore se détériorer pendant la période de soudure, entre octobre 2022 et février 2023, si le pays n'est pas en mesure d'importer des quantités suffisantes de riz et d'autres produits alimentaires pour couvrir le déficit alimentaire existant et si l'aide humanitaire n'est pas suffisante. La campagne «Maha» de 2022/23 soulève également de sérieuses préoccupations, la production pourrait être compromise en l'absence de la fourniture en temps opportun et en quantité suffisante d'intrants agricoles, y compris des engrais chimiques, des pesticides, des engrais organiques produits localement et du matériel agricole. Par conséquent, une aide devrait être fournie afin d'améliorer la capacité de production et la résilience des agriculteurs, en particulier des petits exploitants agricoles. L'amélioration de la production agricole nationale devrait contribuer à réduire les besoins d'importation de certains produits clés dans un contexte de pénurie persistante de réserves de change et améliorer la situation en matière de sécurité alimentaire.

³ L'insécurité alimentaire aiguë a été estimée sur la base de l'approche consolidée du PAM pour le compte-rendu des indicateurs de la sécurité alimentaire (CARI). Selon la méthodologie normalisée CARI utilisée pour classer l'insécurité alimentaire aiguë des ménages, «l'insécurité alimentaire aiguë modérée» correspond approximativement à la phase 3 (crise) du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC), tandis que «l'insécurité alimentaire aiguë grave» correspond approximativement à la phase 4 (urgence) ou au-delà de l'IPC.

RECOMMANDATIONS

La mission a conclu que les niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë étaient très préoccupants au premier semestre de 2022 et qu'il fallait s'attendre à ce qu'ils continuent à se détériorer en raison de l'insuffisance des importations, de la flambée des prix et des perturbations des moyens de subsistance, une situation exacerbée à l'approche de la période de soudure. Il est essentiel d'intensifier immédiatement l'aide alimentaire et le soutien aux moyens de subsistance afin d'atténuer les effets de la crise économique, en particulier sur les plus vulnérables. Une intervention humanitaire est également nécessaire pour atténuer le déficit de la production alimentaire, améliorer le pouvoir d'achat des ménages et combler les déficits actuels de consommation alimentaire. La campagne principale «Maha» de 2022/23 doit commencer en octobre 2022, et il est essentiel de fournir sans délai un soutien aux agriculteurs pour assurer les récoltes et protéger la production alimentaire.

Les mesures immédiates recommandées sont les suivantes:

Agriculture

- Fournir des engrais chimiques, des produits agro-chimiques, ainsi que des engrais organiques produits localement et du matériel agricole à tous les agriculteurs, en ciblant tout particulièrement les petits agriculteurs les plus vulnérables, afin de renforcer les capacités de production pour la campagne «Maha» de 2022/23. L'amélioration de la production agricole nationale contribuera à réduire les besoins d'importation dans un contexte de pénurie persistante de réserves de change et à améliorer la situation en matière de sécurité alimentaire.
- Fournir un soutien financier pour permettre aux petits agriculteurs d'acheter des semences de haute qualité et à haut rendement.



- Intensifier la production de semences certifiées pour les producteurs de semences enregistrés ainsi que pour les agriculteurs qui ne sont pas enregistrés comme producteurs de semences mais qui ont des semences propres et de qualité à vendre.
- Soutenir la reprise des secteurs de la volaille et de l'élevage, en fournissant des semences, en particulier des semences hybrides, et d'autres intrants agricoles aux producteurs de maïs afin de sauvegarder la prochaine production de la campagne principale «Maha» de 2022/23.
- Soutenir la production locale de semences et faciliter les importations de semences hybrides afin d'améliorer la disponibilité des semences et d'autres intrants.
- Aider les ménages à créer des jardins potagers familiaux et des élevages de basse-cour en vue d'accroître la production alimentaire et d'améliorer l'apport nutritionnel des ménages.
- Promouvoir la diversification des systèmes de production agricole afin de renforcer la résilience du secteur agricole aux phénomènes météorologiques extrêmes.

- Fournir en temps opportun des quantités adéquates de carburant, d'essence et de kérosène pour assurer les semis, les récoltes, le transport et la transformation des cultures vivrières.
- Intensifier la formation et le soutien technique pour la préparation des terres et l'utilisation efficace des engrais chimiques, avec une combinaison équilibrée d'engrais organiques et chimiques.
- Promouvoir la mise en œuvre de systèmes intégrés de nutrition des plantes et de lutte intégrée contre les ravageurs pour toutes les exploitations et toutes les cultures.
- Suivre les recommandations techniques du Département de l'agriculture de Sri Lanka sur la mise en œuvre d'un système de gestion intégrée de la production d'engrais. Sur la base des cultures de paddy testées au cours de 22 campagnes de culture, les meilleures performances ont été obtenues avec un rapport d'environ 70 pour cent d'engrais synthétique et de 30 pour cent d'engrais organique.
- Fournir à prix subventionné des produits d'alimentation animale riches en nutriments, des vaccins et des kits vétérinaires aux propriétaires d'animaux d'élevage, notamment quand il s'agit d'animaux laitiers et de volaille, afin d'atténuer les effets des pénuries d'aliments pour animaux.
- Poursuivre les programmes de traitement de la malnutrition aiguë sévère et de la malnutrition aiguë modérée, et de prévention de la malnutrition chez les enfants et les mères enceintes et allaitantes.
- Garantir aux populations les plus vulnérables une consommation alimentaire et une nutrition adéquates en améliorant l'accès à des régimes alimentaires sains et à des services de nutrition essentiels.
- Assurer aux enfants d'âge scolaire un accès à des aliments nutritifs en soutenant la poursuite et l'adéquation des programmes de repas scolaire.
- Adapter les modalités d'assistance (nourriture, espèces ou combinaison des deux) en fonction des conditions du marché local et des préférences de la population. Les activités devraient viser à améliorer les revenus des ménages et l'accès aux liquidités car les prix de moins en moins abordables et la réduction du pouvoir d'achat conduisent à une consommation alimentaire inadéquate.
- Étant donné que les perspectives concernant la production de la campagne «Yala» sont mauvaises et que les importations alimentaires restent limitées, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour soutenir la sécurité alimentaire des ménages au moins jusqu'à la prochaine période de récolte de la campagne «Maha» (premier trimestre de 2023 inclus).

Sécurité alimentaire

- Le gouvernement et les partenaires humanitaires et de développement devraient fournir un soutien coordonné aux 6,3 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire modérée à grave en s'appuyant sur les mécanismes d'assistance sociale existants et en élargissant les programmes d'aide alimentaire et de subsistance au profit des plus vulnérables. L'aide devrait cibler en priorité le secteur des plantations et les ménages dirigés par des femmes, ainsi que les ménages avec des femmes enceintes ou allaitantes, les enfants de moins de cinq ans, les ménages bénéficiaires du programme Samurdhi, les ménages avec des personnes souffrant de handicap et les ménages pauvres urbains dépendant du secteur informel pour la génération de revenus.
- Le gouvernement et ses partenaires sont fortement encouragés à mettre en place un système de surveillance de la sécurité alimentaire pour assurer un suivi de la situation compte tenu de la persistance de la crise économique au cours du second semestre de 2022.
- Fournir une assistance ciblée aux petits exploitants agricoles les plus vulnérables à court et moyen terme afin de restaurer et de renforcer leurs capacités de production et leur résilience. Cela devrait contribuer à réduire les besoins d'importation dans un contexte de pénurie persistante de réserves de change et améliorer la situation en matière de sécurité alimentaire.

Le présent rapport a été établi par Cristina Coslet et Carlos Estevez Reyes (FAO), et Andrea Berardo, Aaron Wise et Susana Moreno (WFP) sous la responsabilité du secrétariat de la FAO et du PAM, à partir d'informations officielles et officieuses. La situation pouvant évoluer rapidement, prière de s'adresser aux soussignés pour un complément d'informations le cas échéant:

Mario Zappacosta
Économiste principal
Système mondial d'information et d'alerte
rapide sur l'alimentation et l'agriculture (SMIAR)

John Aylieff
Directeur régional
Asie et Pacifique

**Organisation des Nations Unies pour
l'alimentation et l'agriculture (FAO)**

Viale delle Terme di Caracalla
00153 Rome, Italie

Programme alimentaire mondial (PAM)

7e étage, Wave Place Building n° 55
Wireless Road, Lumpini, Pathum Wan
10330 Bangkok, Thaïlande

Courriel: GIEWS1@fao.org

Courriel: John.Aylieff@wfp.org

Veuillez noter que ce rapport spécial est également disponible sur Internet dans le cadre du World Wide Web de la FAO <http://www.fao.org/home/fr/> à l'adresse URL suivante: <http://www.fao.org/giews/reports/special-reports/fr/>.

Le Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture (SMIAR) a mis en place des listes d'envoi pour diffuser ses rapports. Pour vous abonner, complétez le formulaire d'inscription disponible à l'adresse suivante:

http://newsletters.fao.org/k/Fao/markets_and_trade_english_giews_world